



Assemblée générale

Distr. générale
30 août 2024
Français
Original : espagnol

Soixante-dix-neuvième session

Point 115 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : Élection de membres
du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 29 août 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de se référer à la candidature de l'Espagne au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-2027, à l'occasion des élections qui se tiendront le 9 octobre 2024, pendant la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée.

La Mission permanente de l'Espagne a également l'honneur de transmettre les engagements pris volontairement par le pays en faveur de la promotion et de la protection des droits humains, conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale (voir l'annexe).

La Mission permanente serait reconnaissante au Président de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 115 c) de l'ordre du jour provisoire.

* [A/79/150](#).



**Annexe à la note verbale datée du 29 août 2024 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de l'Espagne au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2025-2027**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

I. L'Espagne et sa politique étrangère en faveur des droits humains

1. L'Espagne tient beaucoup à siéger au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-2027, ce qui constituerait sa troisième participation au Conseil.
2. En se portant candidate, l'Espagne renouvelle son engagement sans faille en faveur des droits humains et, en particulier, du système multilatéral de protection et de promotion de ces droits.
3. L'Espagne a contracté de nombreuses obligations en matière de protection des droits humains et a bien voulu se prêter à la surveillance des organes conventionnels.
4. Les engagements pris par l'Espagne sont attestés par l'Examen périodique universel et par les examens menés par les organes conventionnels de protection des droits humains auxquels elle est partie, ainsi que par l'œuvre accomplie lorsqu'elle était membre du Conseil en 2011-2013 et en 2018-2019. Si elle était réélue au Conseil, elle y suivrait la même approche.
5. Preuve de l'importance que l'Espagne attache à la protection des droits humains, le II^e Plan national d'action pour les droits humains, élaboré avec la participation de la société civile et approuvé par le Gouvernement en juin 2023 pour une période de cinq ans (2023-2027), vise à faire progresser la cause des droits humains à l'échelle nationale et internationale.
6. Dans le cadre de sa politique étrangère en faveur des droits humains, l'Espagne s'est fixé les priorités suivantes : lutter contre la peine de mort ; assurer réellement et concrètement l'égalité des chances entre hommes et femmes ; lutter contre la discrimination fondée sur le genre ou l'orientation sexuelle ; défendre et promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels, dont le droit d'avoir accès à une eau potable et à l'assainissement ; promouvoir les droits des personnes en situation de handicap.

II. Engagements pris par l'Espagne auprès du Conseil des droits de l'homme

7. L'Espagne s'engage à promouvoir les droits humains au moyen des actions suivantes :
 - a) Contribuer au bon fonctionnement du Conseil des droits de l'homme en soutenant l'indépendance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.
 - b) Participer aux travaux du Conseil des droits de l'homme, aux débats et à la négociation des résolutions en favorisant un climat de confiance et en créant des passerelles.
 - c) Promouvoir la ratification des conventions, notamment en formulant des recommandations aux pays soumis à l'Examen périodique universel. L'Espagne a été le troisième pays à ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et l'un des premiers à ratifier le

troisième protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). Le pays a également été le deuxième à ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant.

d) Soutenir l'Examen périodique universel et y participer. Ce mécanisme a montré qu'il était irremplaçable dans la promotion et la protection des droits humains à travers le monde. L'Espagne s'est déjà prêtée trois fois à cet examen, un quatrième étant prévu en 2025. En outre, elle prend part à toutes les sessions de l'Examen périodique universel et adresse des recommandations à l'ensemble des pays à l'étude, preuve de son engagement en faveur d'un mécanisme dont les deux piliers essentiels sont l'universalité et le dialogue.

e) Renforcer le système des traités et des procédures spéciales. L'Espagne a ratifié tous les protocoles établissant des procédures de plaintes individuelles en rapport avec les conventions internationales auxquelles elle est partie. Dès 1991, l'Espagne a adressé une invitation permanente à toutes les procédures spéciales, les autorisant à venir dans le pays si elles en faisaient la demande.

f) Promouvoir les droits humains au sein du Conseil de sécurité. Les cinq fois qu'elle a siégé au Conseil de sécurité, l'Espagne a plaidé pour que cet organe accorde une attention particulière aux questions relatives aux droits humains. Le respect de ces droits est un préalable indispensable à la paix. L'Espagne a toujours souligné qu'il importait de prévenir les violations des droits humains et de combattre l'impunité des auteurs de tels actes.

g) Soutenir financièrement les entités du système des Nations Unies qui s'engagent à renforcer le régime international des droits humains dans des domaines stratégiques comme l'égalité des genres, la protection des droits et la durabilité environnementale fondée sur des critères de justice internationale.

III. Objectifs que l'Espagne entend poursuivre si elle est élue au Conseil des droits de l'homme

8. Si elle est élue au Conseil des droits de l'homme, l'Espagne se fixera 10 objectifs majeurs pour renforcer le système des droits humains. Elle entend ainsi :

a) Jouer un rôle actif dans la recherche de compromis lors des consultations et des négociations, en respectant les principes et les normes qui régissent la défense et la promotion des droits humains. À cette fin, elle sera en permanence en contact avec les pays membres et les pays observateurs du Conseil des droits de l'homme, créant des passerelles, promouvant le dialogue et le rapprochement et contribuant à instaurer la confiance entre parties ayant différentes perspectives.

b) Œuvrer concrètement à l'égalité des chances entre hommes et femmes, en promouvant une politique féministe qui intègre les questions de genre dans tous les volets de la politique étrangère. L'Espagne continuera d'agir en faveur de la prévention et de l'élimination des violences de genre faites aux femmes et aux filles, dans toutes leurs manifestations, conformément aux instruments internationaux, en particulier la Convention d'Istanbul et la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (Convention de Varsovie).

c) La défense et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels est également un domaine d'action clé du pays. L'Espagne continuera de faire progresser les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement, dont la bonne mise en œuvre est un préalable indispensable à la réalisation d'autres droits comme les droits à la santé, à l'éducation et à l'alimentation.

d) Continuer de promouvoir la diversité et de lutter contre toutes les formes de discrimination, notamment celles fondées sur le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, y compris en prônant la dépénalisation des relations consenties entre personnes du même sexe. La lutte contre les discriminations profite à la société dans son ensemble, en contribuant au libre épanouissement de toutes les personnes. La promotion de la diversité sous toutes ses formes contribue à des sociétés plus ouvertes, plus inclusives, plus équitables et plus tolérantes.

e) Œuvrer à l'élaboration de mécanismes visant à promouvoir le droit humain à un environnement sain, sûr et durable. Un environnement sain est au fondement du développement économique, de la durabilité et de la justice sociale et l'une de leurs conditions nécessaires. L'Espagne joue un rôle actif dans les initiatives mondiales visant à renforcer la gouvernance environnementale, priorité étant donnée à la sécurité et la santé humaines. Il est essentiel de préserver et d'améliorer l'environnement si l'on veut permettre à tous et à toutes d'exercer leurs droits humains.

f) Continuer d'œuvrer à la promotion des droits des personnes handicapées, de défendre une vision innovante de ces droits et de participer activement à la négociation des résolutions y relatives aux sessions du Conseil. La législation espagnole, qui comprend une stratégie d'inclusion du handicap pour la période 2022-2030, est l'une des plus avancées au monde dans ce domaine.

g) S'engager à développer les droits numériques de manière éthique et responsable, en garantissant l'égalité d'accès pour toutes les personnes.

h) Œuvrer à la protection et la promotion du travail des défenseurs des droits humains, véritables agents du changement. Leurs activités sont essentielles pour mettre en lumière les situations d'injustice sociale, lutter contre l'impunité et promouvoir les pratiques démocratiques dans le monde entier. L'Espagne continuera de prôner l'instauration d'un environnement sûr propice à l'avancement des droits humains et encouragera les pays à redoubler d'efforts pour protéger les personnes qui les défendent.

i) Prôner la participation active du secteur privé à la défense et à la promotion des droits humains. Les entreprises ont une incidence majeure sur la vie des personnes et des communautés au sein desquelles elles opèrent. C'est pourquoi l'Espagne encourage les entreprises à faire preuve de diligence raisonnable en matière de droits humains dans la gestion de leurs activités, étant favorable à l'adoption d'une législation européenne dans ce domaine. Par ailleurs, elle s'emploie à élaborer une loi relative à la protection des droits humains, à la durabilité et à l'obligation de diligence raisonnable dans les activités des entreprises.

j) Demeurer fermement résolue à exécuter le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et continuer de participer à l'examen national volontaire qui vise à faire le point sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable. Une fois que la nouvelle loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale aura été adoptée, l'Espagne devra consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide au développement, priorité étant donnée aux droits humains, aux questions de genre, à l'égalité et à la diversité.

IV. Promotion et protection des droits humains à l'échelle nationale

9. Le II^e Plan national d'action pour les droits humains énonce plusieurs objectifs et mesures visant à mieux faire respecter dans le pays les obligations et engagements en matière de droits humains. L'Espagne entend notamment :

- a) Défendre le caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable des droits humains dans les politiques et mesures qu'elle prend et applique à l'échelle nationale ;
- b) Promouvoir les droits humains dans la coopération bilatérale, régionale et multilatérale, conformément aux valeurs d'égalité, de non-discrimination et de promotion de la démocratie.
- c) Évaluer l'application de la législation existante sur les mesures de protection globale contre la violence fondée sur le genre et en proposer des améliorations, plus particulièrement dans le cadre des activités policière et judiciaire. Progresser dans l'institutionnalisation du pacte d'État contre la violence fondée sur le genre et améliorer les instruments de cogouvernance, de participation, de financement et d'évaluation.
- d) Lutter contre la traite et l'exploitation des êtres humains en renforçant les mesures visant à identifier les victimes de traite et d'exploitation sexuelle, d'exploitation par le travail ou de toute autre forme d'exploitation, et à leur fournir une aide complète.
- e) Combattre toutes les formes de discrimination, en particulier celles fondées sur le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.
- f) Faire avancer la lutte contre le racisme, la xénophobie et les autres formes d'intolérance, en poursuivant les crimes de haine dans tous les domaines, y compris numérique, au moyen de mesures de prévention, d'information et de sensibilisation, de prise en charge et de protection des victimes.
- g) Éliminer la violence à l'égard des enfants et des adolescents, notamment la violence sexuelle, et continuer de lutter contre la pauvreté touchant les enfants et les adolescents, et réduire l'inégalité des chances.
- h) Éduquer selon une approche fondée sur les droits humains, en encourageant la formation continue du corps enseignant et l'élaboration de matériel d'enseignement et d'apprentissage qui intègre cette approche dans toutes les pratiques éducatives.
- i) Garantir le droit à la santé en renforçant les capacités du système national de santé et l'accès à ce système.
- j) Promouvoir la santé au travail et le droit à des conditions de travail sûres et saines et à un environnement de travail adéquat.
- k) Promouvoir les droits numériques et l'égalité d'accès aux technologies et aux processus de numérisation pour l'ensemble de la population, en préservant les droits humains dans l'environnement numérique, y compris dans le cadre du développement d'une intelligence artificielle éthique et humaniste.
-